



Contrat de concession de service

PROJET

Concession de service public pour l'installation, la gestion et l'exploitation du service de télévision à la patientèle du Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise

Table des matières

I.	PARTIES EN PRESENCE	3
1.	L'autorité concédante	3
2.	Le Concessionnaire.....	3
II.	DUREE ET CONTENU DE LA CONCESSION DE SERVICE	3
1.	Durée de la concession.....	3
2.	Contenu de la concession	4
a.	Prestations actuelles	4
b.	Prestations attendues dans le cadre de la future concession de service	4
III.	REDEVANCE	7
IV.	DEBUT D'EXECUTION DU CONTRAT	7
1.	Phase préparatoire.....	7
2.	Déploiement	7
3.	Réception	8
V.	REGLES DU CONTRAT DE CONCESSION – OBLIGATIONS DES PARTIES	8
1.	Obligations du CH de l'Agglomération Montargoise	8
a.	Les locaux mis à disposition	8
b.	Fluides, électricité et téléphone.....	8
c.	Utilisation des équipements du titulaire.....	9
2.	Obligations du titulaire.....	9
a.	Entretien des locaux.....	9
b.	Maintien des équipements en état de fonctionnement	9
c.	Personnel du concessionnaire	9
VI.	EVOLUTION DU PERIMETRE ET CONTRAINTES LIEES AUX TRAVAUX DU CH DE L'AGGLOMERATION MONTARGOISE	10
VII.	SUIVI DE L'EXECUTION DU CONTRAT.....	10
VIII.	PENALITES.....	11
1.	Indisponibilité et non-continuité des prestations de service – Retard délai	11
2.	Atteinte à la sécurité du service, non-respect des règles d'hygiène et de sécurité	11
3.	Autres manquements	11
IX.	REGIME DES BIENS EN FIN DE CONTRAT.....	12
1.	Biens de retour	12
2.	Biens de reprise	12
3.	Biens propres	12
X.	ASSURANCE	12
XI.	RESPONSABILITES	13
XII.	RESILIATION DU CONTRAT	13
1.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
2.	Résiliation pour faute grave	14
XIII.	DISPOSITIONS DE FIN DE CONTRAT.....	14
XIV.	NON CESSIBILITE – SOUS TRAITANCE	15
XV.	LITIGES.....	15
XVI.	Annexes	15

I. PARTIES EN PRESENCE

1. L'autorité concédante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45.

Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Services Economiques et Logistiques CH de l'Agglomération Montargoise.

Le CH de l'Agglomération Montargoise est un établissement public de santé dont les activités principales sont regroupées sur le site d'Amilly. Il est considéré comme l'établissement de référence de l'est du Loiret. On y retrouve les spécialités suivantes :

- Médecine, adultes et enfants
- Chirurgie
- Gynéco-obstétrique
- Hôpital de jour et chirurgie ambulatoire
- Services d'urgences et HTCD
- Moyen séjour
- Psychiatrie
- Long séjour
- EHPAD.

Le CH de l'Agglomération Montargoise est dans une phase de transition avec l'agrandissement et la restructuration des blocs et des urgences, projet débuté en 2019 et qui touche à sa fin.

Une réorganisation des services de soins est également envisagée afin de pouvoir faire face aux évolutions des besoins de la population et aux contraintes organisationnelles internes. Cependant, il n'y a pas de volonté de réduire le capacitaire actuel.

2. Le Concessionnaire

Le concessionnaire est l'opérateur économique qui conclut la concession de service avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du CH Universitaire d'Orléans pour le compte du CH de l'Agglomération Montargoise.

II. DUREE ET CONTENU DE LA CONCESSION DE SERVICE

La présente concession de service a pour objet l'installation, la gestion et l'exploitation du service de location de téléviseurs aux patients du CH de l'Agglomération Montargoise.

1. Durée de la concession

La concession est conclue pour une durée de 7 ans à compter du 1er mai 2025, ou à la date de sa notification si elle est postérieure, pour s'achever au 30 avril 2032.

Conformément aux articles L. 3114-7 et R. 3114-2 du Code de la Commande Publique, la durée du contrat a été fixée en tenant compte du *temps raisonnablement escompté par le Concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.*

Le présent contrat ne peut être reconduit tacitement et sa durée ne pourra être prolongée que conformément aux dispositions du code de la commande publique (article L. 3135-1 et articles R. 3135-1 à R. 3135-9).

La date de fin de la précédente convention sera le 30 Avril 2025.

2. Contenu de la concession

a. Prestations actuelles

Le CH de l'Agglomération Montargoise délègue actuellement le service de télévision patient au groupe HOPPEN.

Cette concession comprend la fourniture, l'installation, le paramétrage et la maintenance d'un parc d'écrans, ainsi que l'exploitation commerciale des abonnements auprès des patients, gérée physiquement par le concessionnaire du contrat au niveau 1 du CH de l'Agglomération Montargoise.

Le parc de téléviseurs est décomposé de la manière suivante :

- 229 postes payants
- 56 postes gratuits

Toutes ces chambres sont équipées de prises coaxiales.

Les patients accèdent au service de télévision via un abonnement souscrit au groupe HOPPEN.

Les postes téléviseurs actuels sont la propriété du concessionnaire en place.

En cas de changement de titulaire, le nouveau prestataire se mettra en relation avec la société HOPPEN pour établir un contrat de continuité de service pour la durée du déploiement des nouveaux équipements.

b. Prestations attendues dans le cadre de la future concession de service

EQUIPEMENTS

Les postes téléviseurs actuels, étant la propriété du prestataire en place, les nouveaux postes téléviseurs seront à fournir par le futur concessionnaire.

L'offre comprend la fourniture, la mise à disposition, l'installation, le réglage et la maintenance des téléviseurs dans chaque chambre. Le détail et la quantité de ces équipements sont précisés en annexe 1.

Ces appareils seront fixés sur un support mural selon les règles de l'art, en tenant compte de la variété des matériaux des cloisons. Leur emplacement, leur hauteur et leur orientation seront arrêtés en accord avec un représentant des services techniques du CH de l'Agglomération Montargoise.

Chaque TV disposera de sa propre télécommande et les candidats veilleront à garantir qu'il n'y ait pas d'interactions entre les télécommandes d'une télévision à l'autre.

Les candidats veilleront à confirmer l'accès, sans supplément tarifaire, aux programmes destinés aux sourds et malentendants.

Un descriptif précis des matériels que le candidat envisage de fournir sera joint à l'offre.

L'ensemble des équipements mis à disposition des patients et des services (écrans, télécommandes, potences, etc...) doit être facilement lavable par les équipes de soins et résister aux produits d'hygiène potentiellement agressifs utilisés en milieu hospitalier. Dans le cas contraire, le titulaire fournira les produits d'entretien adéquats.

PROGRAMMES

Les candidats sont invités à proposer une offre de base comprenant au minimum l'accès payant aux chaînes gratuites de la TNT ainsi que l'accès gratuit à une chaîne interne à l'établissement, diffusant des informations sur le Centre Hospitalier et ses services.

Toutes les modifications de la station de tête ou adaptations de cette dernière pour répondre aux nouvelles normes sont à la charge du candidat. **Dans son offre, le candidat indiquera clairement s'il compte utiliser les équipements en place ou procéder aux remplacements.**

La gestion du contenu de la chaîne interne sera définie conjointement entre le prestataire et l'établissement. Les candidats indiqueront quelles possibilités interactives offrent leur système et les modalités de mise à jour des informations.

Ils sont également libres de proposer, en option :

- D'autres programmes en langue étrangère,
- Des chaînes satellites, dont au moins une à destination du jeune public,
- Des programmes radio,
- Un bouquet payant haut de gamme incluant des accès à des chaînes type Canal+, Bein, Dazn ou à des plateformes de vidéos à la demande (Netflix, Prime, Disney...) en plus de l'accès aux chaînes de la TNT,
- La mise à disposition de casques, notamment pour les chambres doubles et les tarifs associés.

Pour la partie des écrans non facturables, les candidats préciseront à quels programme TV les utilisateurs pourront accéder.

TARIFICATION

Les candidats indiqueront le tarif appliqué réellement aux patients (taxes incluses) pour chaque bouquet qu'ils proposent, avec un système de dégressivité en fonction du nombre de jours d'abonnement, établi sur la base de journées non facturées selon les périodes définies.

Les tarifs pratiqués par le titulaire ainsi que les conditions générales de location devront être portés à la connaissance du patient avant tout encaissement de location.

L'offre du candidat tient compte de la gratuité pour les postes précisés dans l'annexe 2.

Les patients n'ayant pas utilisé tout leur forfait bénéficieront du remboursement du montant non utilisé.

Les candidats sont informés que le Service Social du CH de l'Agglomération Montargoise est autorisé à demander exceptionnellement la gratuité de l'accès à la TV pour certains patients. Une procédure précisant la marche à suivre pour ces demandes de gratuité sera jointe à l'offre.

Les tarifs sont révisables à chaque date d'anniversaire de la concession. La demande de révision des tarifs sera adressée au concédant, 2 (deux) mois avant cette date, par courrier recommandé avec accusé de réception et **sera soumise à approbation du CH de l'Agglomération Montargoise.**

SYSTEME D'ABONNEMENT

L'offre devra contenir une description précise des moyens dont disposeront les patients pour accéder aux services TV.

Idéalement, le CH de l'Agglomération Montargoise souhaite que les utilisateurs puissent bénéficier de l'accès à ces services 7jours/7, 24H/24, directement depuis leur chambre, notamment en raison des difficultés de mobilité de certains patients.

De plus, les abonnements seront accessibles à la régie d'accueil ainsi qu'éventuellement, en dehors des heures d'ouverture de celle-ci, par le biais d'automatisation. Les candidats devront proposer plusieurs systèmes (directement sur l'écran, borne, boîte vocale...).

En cas de passage d'un patient d'une chambre à une autre, la possibilité de transférer ses droits TV de manière centralisée.

Pour chaque type d'abonnement décrit ci-dessus, les candidats indiqueront le mode de paiement proposé aux patients.

CHAINE D'INFORMATION DE L'ETABLISSEMENT

Le CH de l'Agglomération Montargoise bénéficiera d'un canal destiné à la publication d'informations sous forme d'affichage dynamique, dans le but de présenter l'établissement et ses services et de promouvoir des actualités ou informations éphémères. Ces informations devront pouvoir être consultables librement et gratuitement depuis tous les écrans installés par le prestataire.

Ce canal devra être installé par défaut en première position à l'allumage du téléviseur.

Le prestataire précisera les modalités de mise en œuvre de ces fonctionnalités et les modalités d'actualisation du contenu.

ENTRETIEN ET MAINTENANCE

Le titulaire assure la maintenance de ses équipements et de son réseau informatique. Il aura de même à sa charge la maintenance des équipements de la tête de station.

Les candidats préciseront par conséquent quelles sont les modalités de mise en œuvre de cette maintenance, en distinguant la maintenance préventive, la maintenance curative de premier niveau (gérée directement sur le site), et la maintenance curative de second niveau (faisant appel à un technicien spécialisé), et en indiquant précisément les délais d'intervention.

Les délais indiqués sont garantis par le candidat et sont contractuels. Ils pourront par conséquent faire l'objet des pénalités de retard prévues à l'article VII du présent Contrat.

Au minimum, la maintenance distribution TV devra être assurée de 8h00 à 22h00, 7 jours sur 7.

Les candidats prévoiront des équipements supplémentaires en stock afin de redonner accès au service aux patients dans les meilleurs délais en cas de défaillance de leur matériel.

Il est précisé par le CH de l'Agglomération Montargoise que le remplacement des piles ou batteries des télécommandes sera à la charge du prestataire. Les candidats indiqueront les modalités de ces changements par leurs soins (Mise à disposition d'un parc de télécommandes et piles dans les services).

Afin de procéder aux contrôles qualité, une procédure de traçabilité sera mise en œuvre pour permettre de vérifier les conditions de prise en charge des demandes des patients et les délais d'intervention et de rétablissement du service. Le prestataire rendra compte à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur en présentant son registre de traçabilité des interventions effectuées, comprenant notamment :

- Date et heure d'appel

- Identification de l'appelant
- Date et heure d'intervention
- Date et heure de rétablissement du service

Le prestataire fera siennes les contraintes liées à l'enlèvement et à l'élimination de ses équipements hors d'usage ou obsolètes. Il respectera scrupuleusement les circuits de transport des déchets mis en place par le CH de l'Agglomération Montargoise dans le cas exceptionnel où il serait amené à les utiliser.

III. REDEVANCE

Le concessionnaire s'engage à reverser à l'établissement une redevance annuelle exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires hors taxe.

Il proposera également une redevance minimum annuelle garantie exprimée en euros hors taxe.

Le concessionnaire versera la redevance au CH de l'Agglomération Montargoise en fin d'année.

En application de la réglementation fiscale en vigueur, la redevance entre dans le champ d'application de la TVA.

Le concessionnaire retenu devra remettre avant le 31 janvier de chaque année, le décompte du chiffre d'affaires de l'année précédente. Le CH de l'Agglomération Montargoise lui adressera en retour, un titre de recette.

IV. DEBUT D'EXECUTION DU CONTRAT

1. Phase préparatoire

Le CH de l'Agglomération Montargoise mettra à disposition les documents en sa possession dans le cadre de la consultation décrivant les équipements et l'infrastructure existante.

Il accompagnera le concessionnaire lors de ses visites techniques de repérage.

Les éléments réutilisés par le concessionnaire seront spécifiés (marque et type) : cette réutilisation sera réalisée en accord avec le concessionnaire sortant.

2. Déploiement

Le concessionnaire détaillera dans son offre sa méthodologie de déploiement, pour l'ensemble des services, avec à minima :

- Le support de recueil des besoins (collecte des données)
- Les différentes phases du déploiement, avec les durées et les supports correspondants
- Le calendrier de déploiement
- Le plan de test
- Le plan de gestion des risques
- Les moyens humains utilisés et le profil des intervenants

Les travaux occasionnant des nuisances seront définis avec le CH de l'Agglomération Montargoise. Le concessionnaire proposera toutes modalités visant à les réduire, en particulier dans les chambres des patients.

- Les travaux devront se réaliser en limitant la rupture de service pour les patients

- Les percements devront se faire au moyen d'équipements munis de système d'aspiration de la poussière
- Le concessionnaire devra veiller à la propreté de ses installations.

3. Réception

Les opérations de réception et de mise à disposition des ouvrages interviendront selon le calendrier de déploiement établi contractuellement.

Le concessionnaire fournira le Dossier Technique d'Installation (DTI) qui comprendra :

- La liste et la description des équipements de tête de réseau hébergés au niveau de la baie informatique ainsi que le plan d'implantation de la baie informatique
- Les dossiers d'études entre les têtes de station, les éléments intermédiaires et les réseaux
- La liste des logiciels et outils informatiques utilisés pour gérer le service de prestation multimédia
- La liste détaillée et la localisation des TV ou écrans installés ainsi que leurs fiches techniques (marque, type, version, ...)

Lorsque le bon fonctionnement a été constaté sur une période d'un mois et que la documentation a été mise à jour par le titulaire, le concessionnaire demande au CH de l'Agglomération Montargoise de procéder à la réception du système et de l'installation.

La réception est prononcée si :

- Les essais ont été effectués avec succès
- La documentation définitive a été remise par le titulaire.

Les opérations de réception et de mise à disposition des ouvrages sont prononcées par le CH de l'Agglomération Montargoise et constatées par procès-verbaux signés par les deux parties.

V. REGLES DU CONTRAT DE CONCESSION – OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Obligations du CH de l'Agglomération Montargoise

a. Les locaux mis à disposition

L'autorité concédante fournit les locaux permettant au concessionnaire d'exercer ses activités :

- Local d'accueil des patients et de leur famille pour mener toute action concernant la mise en service de leur abonnement télévision.
- Ce local permettra également de stocker des matériels de manière sécurisé : écran de dépannage, casques...

b. Fluides, électricité et téléphone

L'autorité concédante fournit l'eau, l'électricité et le chauffage nécessaire au bon fonctionnement des installations.

Une ligne de téléphone interne à l'établissement pourra également fournie permettant aux patients d'appeler le point d'accueil télévision.

c. Utilisation des équipements du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du présent contrat, et conformément aux spécifications techniques du matériel, telles que définies dans l'offre du concessionnaire et ses annexes, le CH de l'Agglomération Montargoise s'engage à :

- Utiliser le matériel dans des conditions normales, et en particulier à ne pas utiliser de produits qui pourraient l'endommager,
- Veiller au respect des obligations appliquées aux fournisseurs d'accès à Internet.

En outre, le CH de l'Agglomération Montargoise s'interdit (sauf autorisation écrite et expresse du titulaire) :

- D'effectuer lui-même sur le matériel toute réparation ou toute modification, ou toute mise en place de pièces qui ne seraient pas d'origine et ce, sous réserve de l'entretien courant de ses installations électriques et informatiques,
- De faire intervenir sur le matériel des personnes non habilitées par le titulaire.

2. Obligations du titulaire

a. Entretien des locaux

Le concessionnaire assure le maintien en parfait état de propreté des locaux, installations et matériels placés sous sa responsabilité ainsi que le nettoyage immédiat des parties extérieures qui pourraient être salies par les consommateurs.

b. Maintien des équipements en état de fonctionnement

Pendant toute la durée du contrat, le concessionnaire s'engage à :

- Mettre à disposition au CH de l'Agglomération Montargoise un matériel en parfait état de fonctionnement conforme aux spécifications techniques décrites dans son offre et ses annexes,
- Effectuer, ou faire effectuer en son nom, la livraison, l'installation et la prise en main du matériel au CH de l'Agglomération Montargoise,
- Assurer la maintenance préventive, corrective permettant de maintenir les équipements en état de fonctionnement,
- Assurer la traçabilité de son parc locatif et toutes les opérations de maintenance. Le concessionnaire s'engage à transmettre en temps réel ces informations ou à la demande,
- Assurer le renouvellement des équipements selon des modalités compatibles avec le fonctionnement des services du CH de l'Agglomération Montargoise.

c. Personnel du concessionnaire

Le concessionnaire devra recruter les personnels nécessaires au fonctionnement de la concession.

Le personnel sera entièrement rémunéré par le concessionnaire, charges sociales et patronales comprises, et autres frais et taxes.

L'ensemble du personnel devra être affecté au fonctionnement du service. Toutes les prestations doivent être réalisées par une main d'œuvre qualifiée.

Le concessionnaire assurera la formation des agents contribuant à assurer l'exploitation commerciale de l'ensemble.

Il appartient au Concessionnaire, une fois désigné, de se rapprocher, le cas échéant, de son prédécesseur afin d'actualiser l'état quantitatif et qualitatif des personnels éventuellement à reprendre ainsi que les masses salariales correspondantes actualisés au terme du précédent contrat.

Les modalités de reprise du personnel affecté au service sont soumises aux dispositions en vigueur du Code du travail et des conventions collectives et particulières applicables. Le concessionnaire doit communiquer à l'autorité concédante la liste des salariés (en contrat à durée déterminée ou indéterminée) affectés au contrat, avec mention du statut qui leur est applicable et de leur qualification.

Les agents que le concessionnaire aura habilité pour effectuer les missions liées au présent contrat seront porteurs d'un signe distinctif et seront munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Le concessionnaire est responsable de ses agents et répond des actions menées par ces derniers. Les agents du concessionnaire auront libre accès aux installations pour tous relevés, vérifications et travaux utiles. Le concessionnaire doit préciser dans le détail les équipes affectées à la gestion et l'exploitation, ainsi qu'aux maintenance et entretien matériel et logiciels.

VI. EVOLUTION DU PERIMETRE ET CONTRAINTES LIEES AUX TRAVAUX DU CH DE L'AGGLOMERATION MONTARGOISE

Le périmètre initialement prévu en annexe 1 est susceptible d'évoluer pendant la durée de la concession pour répondre à une évolution d'activité du CH de l'Agglomération Montargoise.

Dans le cadre de l'évolution du nombre de TV, le concessionnaire devra pouvoir assurer gratuitement toutes créations/suppressions de TV et déménagements de services.

Ces mouvements seront entièrement à la charge du titulaire, y compris le stockage des équipements déposés voire leur évacuation.

Il en est de même pour les TV à accès gratuits dans les salons, les salles d'attente ou chambres de garde.

Il sera fourni au représentant du CH de l'Agglomération Montargoise chargé du suivi du dossier un état quantitatif et géographique des téléviseurs mis à disposition au début du marché et à chaque modification.

VII. SUIVI DE L'EXECUTION DU CONTRAT

Pendant la durée du contrat, le concessionnaire fournit à son interlocuteur du CH de l'Agglomération Montargoise, un bilan d'activité. Ce bilan sera présenté à l'issue de chaque semestre écoulé.

Le bilan d'activité semestriel a pour but de mesurer le niveau de performance de la relation client/fournisseur et comprend :

- Commercialisation :
 - o Nombre, type, durée, modalités de souscription des abonnements vendus
 - o Chiffre d'affaires et évolution du chiffre d'affaires sur la période
 - o Bilans des impayés
 - o Réclamations des patients : nombre, nature et type de résolution.
- Maintenance :
 - o Nombre d'interventions techniques correctives sur place avec leur degré de gravité et délais d'intervention et de réparation
 - o Bilan de la maintenance préventive
- Evolution du parc TV en précisant : nombre, localisation, modèle
- Les données techniques actualisées

- Le listing des équipements actualisés
- Les notices techniques des équipements actualisées
- Les innovations de services et ou technologiques pour les années à venir et modalités de mise en œuvre dans le contrat de concession

VIII. PENALITES

En cas de manquement du concessionnaire à remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention et hors cause exonératoire de responsabilité, des pénalités pourront lui être appliquées.

Sont considérées comme des causes exonératoires de la responsabilité du concessionnaire les hypothèses suivantes :

- La force majeure au sens de la jurisprudence administrative
- Le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du Concessionnaire)
- Le défaut d'autorisation administrative (sauf si la faute du Concessionnaire en est la cause)
- Le fait de l'Autorité concédante au titre de l'exécution du présent Contrat.

L'autorité concédante adresse une mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception de respecter ses obligations générales, sauf exception (urgence à remédier à la faute contractuelle, et/ou encore faute grave ou dolosive).

Les pénalités courent de plein droit à compter, soit de la constatation du manquement et dans le respect du contradictoire, soit à l'expiration du délai imparti au concessionnaire pour répondre aux demandes que l'autorité concédante lui adresse.

Les mises en demeure ou constats de manquement mentionnent les délais impartis au concessionnaire qui doit permettre matériellement de prendre toute mesure utile. Le délai de mise en demeure est proportionné à la mesure sollicitée. En cas de risque nécessitant une réaction immédiate, l'autorité concédante peut prendre des mesures immédiates afin d'assurer la sécurité ou la santé des usagers.

Les pénalités sont cumulables, non plafonné et il n'est prévu aucune exonération.

1. Indisponibilité et non-continuité des prestations de service – Retard délai

Toute panne de télévision non compensée par la mise en place d'un équipement de remplacement ou d'une gratuité de diffusion est considérée comme un défaut de service.

En cas de retard dans le délai de réparation ou de mise en place des nouveaux équipements, une pénalité de 100 € H.T. par jour de retard sera appliquée par le concessionnaire sans mise en demeure préalable.

2. Atteinte à la sécurité du service, non-respect des règles d'hygiène et de sécurité

Après mise en demeure adressée par l'autorité concédante dans un délai adapté à l'atteinte constatée et restée infructueuse, il pourra lui être appliqué une pénalité égale à 250 € H.T par jour de retard à rétablir le service dans les conditions permettant de ne plus constater l'atteinte ayant justifié le prononcé de la pénalité.

3. Autres manquements

Tout autre manquement constaté, et notamment en cas de non production, de production tardive ou incomplète par le concessionnaire des documents listés dans ce contrat, après mise en demeure par

l'autorité concédante restée sans réponse pendant quinze jours calendaires, il sera appliqué au concessionnaire une pénalité égale 150 € H.T jour de retard.

Dans tous les cas, le concessionnaire adresse à l'établissement ses observations quant aux modalités retenues visant à faire cesser ces manquements.

IX. REGIME DES BIENS EN FIN DE CONTRAT

Une grille de répartition des biens, selon les trois catégories visées ci-après, sera établie contradictoirement entre les parties dans un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Cette grille fera l'objet d'une mise à jour annuelle par le titulaire.

1. Biens de retour

Les biens de retour se composent des installations et équipements immobiliers ou mobiliers, nécessaire à l'exécution du contrat, mis à disposition par le CH de l'Agglomération Montargoise.

Ces biens reviennent obligatoirement au CH de l'Agglomération Montargoise à la fin, normale ou anticipée, du contrat.

2. Biens de reprise

Ces biens sont la propriété du concessionnaire durant toute la durée du contrat.

Ces biens peuvent éventuellement être acquis par le CH de l'Agglomération Montargoise en fin de contrat, si celui-ci estime qu'ils peuvent être utiles à l'exploitation du service.

Ces biens reviennent au CH de l'Agglomération Montargoise à la fin, normale ou anticipée du contrat, s'il use de son droit de reprise, après versement d'une indemnité correspondant au paiement de la valeur nette comptable, fixée d'un commun accord.

L'approche économique du contrat est établie sur une VNC nulle au terme normal du contrat.

3. Biens propres

Les biens propres se composent de biens non financés, même pour partie, par les ressources tirées du contrat et qui ne sont grevés d'aucune clause de retour obligatoire ou facultatif.

Ces biens appartiennent en pleine propriété au titulaire.

X. ASSURANCE

Le concessionnaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage(s) occasionné(s) par l'exécution du contrat.

Le concessionnaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputable directement ou indirectement à l'un de ses intervenants et/ou à leurs prestataires.

La garantie contractuelle par sinistre contre les recours de l'administration ou ses assurances doit être suffisante, c'est-à-dire :

- D'un montant minimum de 200 000 euros pour les dommages matériels et immatériels,
- Et d'un montant illimité pour les dommages corporels.

Le concessionnaire s'engage à communiquer au CH de l'Agglomération Montargoise une attestation de ladite assurance avant le début de chacune des périodes d'assurance couverte par le présent contrat, et à effectuer le paiement des primes correspondantes.

Le fait de disposer d'une assurance telle que décrite ci-dessus ne dégage en rien le concessionnaire de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les dommages qui ne seraient pas couverts par son assurance et/ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garantis par celle-ci.

Le CH de l'Agglomération Montargoise ne sera en aucun cas tenus de supporter toutes ou partie des conséquences pécuniaires des accidents ou maladies dont pourraient être victimes le titulaire du contrat et/ou ses préposés.

Le concessionnaire s'interdit tout recours contre l'administration en cas de vols, pertes, avaries, effractions, qui pourraient se produire dans les locaux concédés et sur ses installations.

XI. RESPONSABILITES

Le concessionnaire a la garde exclusive des équipements stockés dans les locaux mis à disposition ou dans les locaux où ils sont en exploitation.

La responsabilité du CH de l'Agglomération Montargoise ne peut être engagée en cas de perte, vol, détérioration de toute nature.

Le concessionnaire fait son affaire des conséquences pouvant résulter de l'exploitation des équipements mis au contact des usagers : détérioration, bris, incendie, dégâts occasionnés aux personnes et aux locaux par tous les défauts de fonctionnement des équipements.

XII. RESILIATION DU CONTRAT

L'autorité concédante se réserve le droit de résilier le contrat de la concession de service avant son terme normal :

- Soit pour un motif d'intérêt général, en contrepartie de l'indemnisation du concessionnaire
- Soit en cas de faute grave commise par le concessionnaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

1. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Autorité concédante peut mettre fin à la concession avant son terme normal pour un motif d'intérêt général.

La décision ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de six mois à compter de la date de sa notification.

En outre, le concessionnaire percevra une indemnité de résiliation correspondant à son manque à gagner sur la durée restant à courir du contrat.

Basée sur la moyenne du chiffre d'affaires réalisée, cette indemnité sera de 10 % du chiffre d'affaires non perçu.

La redevance au titre de la période exécutée restera due.

2. Résiliation pour faute grave

L'Autorité concédante peut prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du concessionnaire, notamment dans les cas suivants :

- Non-rétablissement du service de télévision au-delà de 5 jours calendaires à compter du constat d'une interruption totale des services.
- Non-rétablissement du service de télévision au-delà de 7 jours calendaires à compter du constat d'une interruption partielle ou de l'exécution dégradée de l'un des services.
- En cas de cession du présent contrat sans ou contre l'avis de l'autorité concédante.
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance prévue à l'article X.

Lorsque l'autorité concédante considère que les motifs de la résiliation pour faute sont réunis, il adresse une mise en demeure au concessionnaire soit de se conformer à ses obligations et de mettre immédiatement fin à la situation de manquement, dans un délai tenant compte de la nature de la faute et du temps nécessaire au concessionnaire pour remplir ses obligations, soit de fournir ses explications sur la faute constatée.

Si, dans le délai imparti par la mise en demeure, à compter de la date de réception de celle-ci, le concessionnaire ne s'est pas conformé à tout ou partie de la mise en demeure ou si les explications fournies ne justifient pas la faute constatée, l'autorité concédante peut alors prononcer la résiliation du contrat pour faute du concessionnaire dans un délai permettant d'assurer la continuité du service.

XIII. DISPOSITIONS DE FIN DE CONTRAT

A la fin du contrat, et **dans un délai de 4 mois précédent le terme du contrat**, le concessionnaire s'engage à fournir :

- un état valorisé du patrimoine de la concession en distinguant les biens de retour et les biens de reprise,
- les éventuels frais de remise en état des installations et des équipements dont le renouvellement est à la charge du concessionnaire,
- le cas échéant, le montant des travaux prévisionnels non réalisés,
- le chiffre d'affaires réalisé sur la période de la concession,
- les frais de personnel et les types de contrat pour la suite de la concession.

Le concessionnaire fera son affaire de tous impôts ou taxes quand bien même leur notification interviendrait au-delà de la date d'échéance du contrat de concession

Dans le cadre du renouvellement du contrat, l'autorité concédante pourra unilatéralement décider d'une phase de transférabilité d'une durée maximum de 6 mois, dans le cas où une période de montée en charge serait nécessaire au titulaire du nouveau contrat.

Le CH de l'Agglomération Montargoise exigera de la part du titulaire du contrat un accompagnement du nouvel entrant au terme du contrat.

Cette opération doit permettre au CH de l'Agglomération Montargoise de reprendre à son compte ou de faire reprendre, par tout tiers de son choix, la réalisation de la prestation assurée par le titulaire dans le cadre de la présente concession et ce, de manière optimale.

XIV. NON CESSIBILITE – SOUS TRAITANCE

Le concessionnaire ne pourra en aucun cas céder le contrat passé avec le CH de l'Agglomération Montargoise sans l'accord préalable de ce dernier notamment dans les cas où des changements de personne ou des cessions, fusions ou apports en société viendraient entraîner une subrogation dans les droits et obligations résultant pour le titulaire de l'existence de la permission visée par la présente convention.

Dans l'hypothèse où le concessionnaire souhaiterait recourir à un sous-traitant pour assurer tout ou partie des prestations dues au titre de la présente convention, il lui appartiendra d'obtenir l'accord écrit et préalable du CH de l'Agglomération Montargoise.

XV. LITIGES

Toute contestation par l'une des parties, relative à l'interprétation ou à l'exécution des stipulations figurant aux présentes pourra faire l'objet d'une conciliation.

Ainsi, dans un délai de 3 mois à compter de la réception d'un courrier décrivant les points de désaccord et les stipulations en cause, les parties pourront convenir d'une concertation, dans un lieu convenu entre elles, et en présence de représentants dûment désignés pour les représenter.

En l'absence d'accord entre les parties, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif d'Orléans.

XVI. Annexes

Seront annexés à la présente convention les documents suivants :

- Annexe 1 : Offre financière
- Annexe 2 : Répartition TV
- Annexe 3 : Masse salariale
- Annexe 4 : Chiffre d'affaire
- Annexe 5 : Biens de retour biens de reprise biens en propres à la fin de marché
- Annexe 6 : Estimation des investissements à réaliser
- Annexe 7 : Questionnaire technique

Nota - Les annexes sont constitutives de l'offre.